Titre de l'intervention : Quelles formations au service des ruraux ?

1. Contexte de débat et d'échange

Nous aimerions, avant d'essayer de répondre à cette question posée en l'illustrant à partir de notre petite expérience camerounaise en la matière, apporter quelques éléments du contexte dans lequel se pose cette question.

Elle est posée dans le cadre de cet atelier organisé par le réseau FAR qui travaille depuis 5 ans à :

- éclaircir l'idée de la formation de masse pour les ruraux qui permettrait de jeter des bases formelles sur les principes qui guident l'action du réseau ;
- favoriser les échanges entre les différents acteurs nationaux et internationaux concernés par la problématique de la formation professionnelle et technique, agricole et rurale
- mutualiser et capitaliser les expériences, les pratiques, les réflexions, les projets, concernant les dispositifs de formation de nombreux pays ;
- initier des études, des travaux, d'analyses des groupes de travail, des ateliers de réflexion et d'échange sur les problématiques de la formation professionnelle et technique en milieu rural ;
- analyser les relations entre politiques nationales de développement agricole et rural et dispositifs de formation professionnelle ;
- participer au développement de méthodes et d'outils d'analyse et de conduite de projets de création ou de rénovation de dispositifs de formation ;
- bâtir un langage commun qui permettrait de préciser le rôle et la posture des différents acteurs en vue de construire une vision commune
- Construire un plaidoyer en faveur la formation agricole et rurale.

2. Contexte socio économique

Cette question se pose également dans un contexte de contre performance du secteur rural, dont la contribution au développement socio économique de nos pays reste toujours en de ça des attentes malgré de nombreuses potentialités donc nous disposons.

Nous prendrons pour exemples :

(i) le déficit social qui reste toujours grand avec une pauvreté persistante surtout en milieu rural, au Cameroun par exemple, les études faites en 2001 révèlent que le taux de

pauvreté au Cameroun demeure encore élevé (40,2%). Celle-ci varie considérablement selon les régions, passant du simple au double entre les zones urbaines où l'incidence est de 22% en moyenne et les zones rurales où elle atteint 50%.

(ii) le spectre des crises alimentaires de 2008 qui confirme l'incapacité de nos populations rurales à produire plus et mieux pour nourrir une population croissante

(iii) le développement d'une économie plutôt informelle, dans le cas de mon pays, l'Institut National de la Statistique fait état en 2006 de 90% d'emplois jeunes en secteur informel.

3. Contexte historique

Nos pays dans les années 60 et 80 ont développé une ambitieuse politique de formation technique, professionnelle agricole et rurale afin

- de former les techniciens dont les pouvoirs publics avait besoin pour assurer le développement du secteur rural
- de former les producteurs aux techniques modernes de production dont la mise au point était confiée à la recherche

Cette politique avait pour finalité l'accroissement de la production agricole à partir de l'application systématique des techniques modernes et des résultats de la recherche agronomique.

Au regard des résultats sus mentionnés, pouvons nous poser quelques questions quant à la l'efficacité des formations qui découlent de ces dispositifs et qui reste d'actualité

Un proverbe africain dit : « ne regarde pas où tu es tombé, jette plutôt un coup d'œil où ton pied a heurté ou glissé avant ta chute »

Cinq éléments attirent notre attention et caractérisent le regard qui a guidé la conception des ces dispositifs de formation

Le pouvoir de l'unique acteur(ETAT) que a conçu ces politiques de formation et dispositifs, le monopole des techniques à utiliser « techniques dites modernes », l'exclusivité de leur génération « la recherche agronomique » seule source de sa voir faire et de savoir être, l'encadrement de leur transfert aux ruraux sensés les consommer à travers le réseau d'encadreurs, de vulgarisateurs et de professeurs et les finalités : productions envisagées « cultures d'exportation » pour apporter les devises et équilibrer la balance commerciale.

« Quelles formations au service des ruraux ? »

Nous allons essayer, d'avoir un autre regard sur les dispositifs de formation, qui pourraient faire avancer la réflexion sur leur adaptation à la demande des acteurs ruraux

Nous proposons d'opposer à la philosophie qui a présider la définition des politiques de formation un autre regard pour les rénover et les adapter nouveau sous un prisme à quatre angles :

1. Du local au global (Phase d'un diagnostic partagé)

Les formations doivent d'abord être une réponse à une demande locale portée par les acteurs locaux (Mairies, OPA, communautés rurales, opérateurs économiques, etc.). Cette demande peut être sociale, économique ou professionnelle. Une telle demande doit s'inscrire dans le cadre d'une co construction saine et franche animé par des personnels compétents pour conduire un tel exercice de consensus. Le dispositif étant dans ce cas un instrument de développement local.

Les formations sur les filières développées par le centre sont d'abord et avant tout celles qui permettent de créer de la richesse locale et adressent le marché local. Le global devient alors une résultante des productions locales. Les options gouvernementales, somme toute justifiées par les enjeux internationaux comme les gestion des ressources naturelles ou les productions stratégiques sont discutées par tous les acteurs, qui sont par ailleurs du fait de la libéralisation de l'économie, seuls maitres de leurs choix.

Au Cameroun, pour une cogestion et une co animation des centres de formation ancrés dans leur territoire, la politique de rénovation du dispositif a mis en place un conseil de gestion/ centre composé des représentants des acteurs locaux. Ces derniers participent à l'élaboration et à la validation du projet de centre. Le projet de centre étant l'outil de dialogue entre le centre et les partenaires de son financement.

On a cependant constaté que 8% seulement des conseils de gestion étaient présidés par les OP bien qu'elles soient dans tous les CG contre 38% par les maires et 31% par les autorités traditionnelles.

Le formation doit prendre la place d'instrument d'aide à la décision au niveau des acteurs locaux au rang desquels figurent en bonne place les OP.

2. De l'actuel à l'avenir

Les formations devraient poser les bases d'une réflexion prospective. La vitesse des évolutions et la complexité des phénomènes économiques et sociaux requièrent comme l'affirme Adama COULIBALY « l'extension des capacités d'analyse, de diagnostic, d'anticipation et d'adaptation ».

Cette lecture prospective doit aussi anticiper sur les métiers porteurs et préparer les jeunes à leur exercice ainsi qu'à l'exerce des nouvelles responsabilités découlant du recentrage du rôle de l'Etat (libéralisation, décentralisation, etc.)

Le professionnels notamment les OP doivent véritablement jouer un rôle pour accompagner les nouveaux entrants à comprendre les choix du présent pour mieux anticiper sur l'avenir. Les modalités de formation telle que comme l'alternance sont des vecteurs d'échange importants dans ce sens.

L'option de rénovation du dispositif camerounais de formation place le professionnel comme co formateur pour le métier d'exploitant agricole et lui donne la moitié du temps de formation(2 semaines par mois) pour partager avec les jeunes le présent en vue d'un avenir en toute assurance.

Les nouvelles générations devront conduire une difficile transformation des unités paysannes de production pour les adapter aux exigences du contexte émergent, remettant en cause une part des fondements des systèmes traditionnels de production : insertion dans l'économie marchande nationale et internationale, contrôle des importations agro-alimentaires, participation aux travaux d'élaboration du code foncier et d'aménagement du territoire, participation à la mise en œuvre d'une politique de structures des exploitations et de crédit, intégration dans les instances régionales de développement, participation à la définition et à la gestion des dispositifs de formation agricole et rurale.

Il est question comme le dit HR Mireille GUIGAZ « qu'il ne s'agit pas seulement de vulgariser des techniques ou des outils mais de donner aux populations rurales les clefs de la connaissance, le désir et le plaisir d'accéder à la connaissance, et d'utiliser les outils d'action qu'elle procure ».

3. De la compréhension à l'amélioration

Les formations agricoles ont longtemps véhiculé une amélioration portée par des modèles non éprouvés au niveau local, le plus souvent productivistes et faisant intervenir des facteurs non disponibles localement ou faiblement accessibles.

Comment mieux accompagner les ruraux à améliorer leur performance, il est capital de partir d'une bonne compréhension des systèmes actuels avec les logiques qui les guident. C'est le qui interpelle ceux chargés de l'élaboration des contenus de formations et de leur animation.

4. Du traditionnel au modernisme

Les attributs de traditionnel, archaïque donné au type d'agriculture pratiquée dans les EFA justifie le faible engouement des jeunes quant à la reprise des exploitations familiales. Nous lui avons toujours opposé l'agriculture dite « moderne » au point de ne fait rêver les jeunes que ce type qui est resté 50 ans et continuera à rester dans l'imaginaire.

Or les EFA sont et seront encore pour longtemps, la source d'alimentation des populations urbaines et rurales. Il nous semble stratégiquement important de structurer le métier d'exploitant agricole, en clarifiant les capacités qu'il faut donner à celui qui projettent une installation dans ce domaine tout en lui conférant une capacité d'analyse, permettant de recombiner les facteurs pour une performance globale de l'exploitation toujours croissante et meilleure que les exploitants actuels.

Il faut qu'on tous acteurs s'active à donner au métier d'EA, une véritable identité ainsi qu' une reconnaissance professionnelle et sociale.

Cette identité pourrait être un des éléments permettant d'encourager les jeunes à se professionnaliser dans ce domaine et rajeunir ainsi la main d'œuvre agricole rurale.

Au Cameroun par exemple, ce travail est en cours avec tous les acteurs, les OP devraient s'approprier ce référentiel de métier d'EA pour en faire un outil de dialogue en vue d'asseoir son d'identité. C'est une question de survie.

Un proverbe africain dit « le chimpanzé ne porte jamais le petit d'autrui ». Pour préparer la relève soit au niveau des exploitants, soit au niveau des organisations professionnelles et paysannes, les OP doivent avoir le souci d'ériger la conduite des activités rurales qui s'apparente aujourd'hui plus à un mode de vie en un véritable métier avec des champs de compétences techniques et générales.

4. Conclusion

Les dispositifs de formation doivent s'orienter avec un autre regard vers le développement des formations en milieu rural qui adressent en :

1. Formations initiales les métiers porteurs au niveau local de croissance économique et d'employabilité au 1er rang desquels se trouve le métier d'exploitant agricole;

2. Des formations continues dans les domaines divers découlant d'une demande co construite avec les acteurs locaux, pour les accompagner la progressivité des savoirs, savoirs faire et savoirs être des ruraux.

La place des OP dans ce processus est centrale.
Hier les dispositifs de formation ont été montés sans implication des OP, leur réorientation et leur adaptation pour des formations au service des ruraux doit impérativement impliquer les OP dans les phases de :

- Diagnostic partagé
- Construction d'objectifs
- Construction d'outils de pilotage, gestion et animation des dispositif ;
- Elaboration des contenus
- Développement des formations et leur et évaluation

De même, les OP devraient à fond participer à toutes les étapes du fait de la triple responsabilité qui est la leur comme :

I. Force de proposition sur les contenus, à ce titre vous elle participer à la constructions des savoirs, savoirs faire et savoirs être portés par les contenus de formation ;
II. Force de représentation parce que mandatés par leurs pairs pour participer au diagnostic, à la construction des objectifs, à la cogestion et co animation des dispositif
III. Force de proposition sociale pour donner une identité et une reconnaissance aux métiers exercés par les ruraux

Présenté par
ANGO Pierre Blaise